

Christian Hoarau : « Les attentats en Catalogne auront des répercussions politiques »

Dans une tribune au « Monde », le professeur Christian Hoarau estime que si, pour des raisons de sécurité, Barcelone gagnerait à se rapprocher de Madrid, dans les faits, rien n'est moins sûr.

LE MONDE | 24.08.2017 à 07h00 • Mis à jour le 25.08.2017 à 10h44 | Par Christian Hoarau (Professeur titulaire de chaire au Conservatoire national des arts et métiers - CNAM)



Une femme enlace un officier de la police catalane, la Mossos d'Esquadra, aux Ramblas de Barcelone où un attentat a coûté la vie à 13 personnes jeudi 17 août. Susana Vera / REUTERS

TRIBUNE. « *No tinc por, no tenim por* » (« Je n'ai pas peur, nous n'avons pas peur »), tel est le cri unanime clamé à Barcelone lors du recueillement qui a suivi les attentats du jeudi 17 août. Les citoyens de Catalogne – et du reste de l'Espagne – réclament également de la part des dirigeants politiques décence, unité et efficacité compte tenu de la gravité de la situation.

Au cours des trois jours de deuil national, les leaders politiques de camps opposés se sont affichés ensemble et ont fait preuve de retenue et d'une certaine unité. Ce n'est plus le cas avec la polémique créée par la Candidatura d'unitat popular (CUP), membre de la majorité indépendantiste, sur la présence du roi Felipe VI au grand rassemblement prévu à Barcelone le samedi 26 août. Dans un contexte politique marqué au cours des dernières années par de vives tensions entre le gouvernement central et la Generalitat (le gouvernement catalan) au sujet du référendum unilatéral et de l'indépendance de la Catalogne, ces attentats devraient avoir des répercussions politiques.

Après le délai de décence, viendra le temps des responsabilités politiques

Le défi terroriste auquel est confrontée la Catalogne (et l'Espagne) est majeur et requiert la coordination de toutes les forces de police même si, dans l'enquête policière sur ces attentats, la police catalane (les « Mossos d'esquadra ») a joué un rôle de premier plan en écartant les services de police de l'Etat espagnol. Après le délai de décence, viendra également le temps des responsabilités politiques.

Ainsi comment expliquer l'absence de moyens de protection adéquats (notamment barrières, plots ou bites d'amarrage) des Ramblas afin d'empêcher l'accès de véhicules, comme l'avait demandé une circulaire de la police nationale le 20 décembre dernier après l'attentat du marché de Noël à Berlin ?

Priorité sécuritaire

Les administrations concernées (gouvernement, Generalitat et Mairie de Barcelone)...